Loi sur les recours collectifs

Chapitre C-12.01 des *Lois de la Saskatchewan de 2001* (en vigueur à partir le 1^{er} janvier 2002) tel que modifié par les *Lois de la Saskatchewan*, 2007, ch. 21; 2015, ch.4; et 2023, ch.28.

N.B.

Cette refonte n'est pas officielle. Les modifications ont été incorporées pour la commodité du lecteur. On devrait donc consulter les lois et règlements originaux pour toutes fins d'interprétation et d'application de la loi. Dans le but de préserver l'intégrité des lois et règlements originaux, les erreurs qui ont pu s'y glisser se trouvent reproduites dans cette refonte.

Table des Matières

PARTIE I	
Dispositions introductives	
1	Titre abrégé
2	Définitions
3	Champ d'application
PARTIE II	
Certification	
4	Recours collectif du demandeur
5	Demande présentée par le défendeur
5.1	Droit de comparution
6	Certification du recours collectif
6.1	Ordonnances en réponse à des demandes de certification de recours collectifs multilatéraux
7	Demande de certification
8	Certification d'un sous-groupe
9	Questions qui n'empêchent pas la certification
10	Contenu de l'ordonnance de certification
11	Refus de certifier
12	Inobservation des conditions de certification
PARTIE III	
Déroulement du recours collectif	
13	Étapes du recours collectif
14	Ordonnance relative au déroulement de l'action
15	Suspension de toute autre action
16	Demandes
17	Participation des membres du groupe
18	Option de retrait
19	Enquête préalable
20	Sanctions pour refus de se soumettre à l'interrogatoire préalable
PARTIE IV	
Avis	
21	Avis de certification
22	Contenu de l'avis
23	Avis de la décision sur les questions communes
24	Avis de protection des intérêts des personnes concernées
25	Approbation de l'avis par le tribunal
26	Coût de l'avis
PARTIE V	
Ordonnances, dommages-intérêts et procédures y afférentes	
27	Contenu de l'ordonnance relative aux questions communes
28	Effet contraignant du jugement relatif aux questions communes
29	Questions individuelles
30	Évaluation individuelle de la responsabilité
31	Montant global des mesures de redressement pécuniaire
32	Admissibilité des données statistiques
33	Avis requis
34	Part du montant global
35	Part individuelle du montant global
36	Répartition
37	Dommages-intérêts non répartis
PARTIE VI	
Fin des recours collectifs et appels	
38	Règlement, désistement, abandon et rejet
39	Appels
PARTIE VII	
Dépens, honoraires et débours	
40	Dépens
41	Ententes relatives aux honoraires et aux débours
42	Intérêt
PARTIE VIII	
Dispositions générales	
43	Délais de prescription
44	Règles de procédure
45	Règlements
46	Entrée en vigueur

CHAPITRE C-12.01

Loi concernant les recours collectifs

PARTIE I

Dispositions introductives

Titre abrégé

1 *Loi sur les recours collectifs.*

Définitions

2 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«**action**» Action au sens de la *Loi sur la Cour du Banc du Roi*. (“*action*”)

«**défendeur**» S'entend en outre d'un intimé. (“*defendant*”)

«**groupe**» Plusieurs personnes qui ont des questions communes par rapport à une cause d'action ou une cause d'action possible. (“*class*”)

«**ordonnance de certification**» Ordonnance certifiant qu'une action est un recours collectif. (“*certification order*”)

«**questions communes**» S'entend, selon le cas:

- a) de questions de fait communes, mais pas nécessairement identiques;
- b) de questions de droit communes, mais pas nécessairement identiques, qui découlent de faits semblables, mais pas nécessairement identiques. (“*common issues*”)

«**recours collectif**» Action certifiée comme recours collectif sous le régime de la partie II. (“*class action*”)

«**recours collectif multiterritorial**» Action introduite au nom d'un groupe qui se compose de personnes qui résident en Saskatchewan et de personnes qui ne résident pas en Saskatchewan. (“*multi-jurisdictional class action*”)

«**tribunal**» La Cour du Banc du Roi. (“*court*”)

2001, ch.C-12.01, art.2; 2007, ch.21, art.3; 2023, c28, s.17-3.

Champ d'application

3 La présente loi ne s'applique pas:

- a) aux actions qui peuvent être introduites comme action collective sous le régime d'une autre loi;
- b) aux actions qui doivent, selon la loi, être introduites comme action collective;
- c) aux actions collectives introduites avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

2001, ch.C-12.01, art.3.

PARTIE II Certification

Recours collectif du demandeur

4(1) Tout résident de la Saskatchewan qui est membre d'un groupe de personnes peut introduire une action devant le tribunal au nom de ce groupe.

(2) Le membre qui introduit l'action en vertu du paragraphe (1) doit:

a) demander au juge en chef du tribunal de désigner un juge pour entendre la demande visée à l'alinéa b);

b) demander au juge désigné en vertu de l'alinéa a) de rendre une ordonnance:

(i) certifiant que l'action est un recours collectif,

(ii) sous réserve du paragraphe (4), nommant la personne représentant des demandeurs.

c) donner avis de la demande de certification au représentant des demandeurs dans le cadre de tout recours collectif multiterritorial en cours ou éventuel qui, introduit ailleurs au Canada, a le même objet ou un objet semblable.

(3) La demande visée à l'alinéa (2)b) doit être faite:

a) dans les 90 jours de la plus tardive des dates suivantes:

(i) la date de remise de l'exposé de la défense,

(ii) la date d'expiration du délai prescrit par les *Règles de la Cour du Banc du Roi* pour la remise de l'exposé de la défense sans que celui-ci n'ait été remis;

b) à tout autre moment, avec l'autorisation du tribunal.

(4) Afin d'éviter toute injustice grave au groupe, le tribunal peut nommer une personne qui n'est pas membre du groupe comme représentant des demandeurs.

2001, ch.C-12.01, art.4; 2007, ch.21, art.4; 2023,
ch.28, art.17-13.

Demande présentée par le défendeur

5 Le défendeur dans plusieurs actions peut, à tout moment au cours de l'une des actions, demander à un juge du tribunal de rendre une ordonnance:

a) certifiant ces actions comme recours collectif;

b) nommant un représentant des demandeurs.

2001, ch.C-12.01, art.5.

Droit de comparution

5.1 La personne qui reçoit avis d'une demande de certification en application de l'alinéa 4(2)c) peut présenter des observations lors de l'audience sur la certification.

2007, ch.21, art.5.

Certification du recours collectif

6(1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), le tribunal, saisi d'une demande visée à l'article 4 ou 5, certifie qu'une action est un recours collectif s'il est convaincu:

- a) que les plaidoiries révèlent l'existence d'une cause d'action;
- b) qu'il existe un groupe identifiable;
- c) que les demandes des membres du groupe soulèvent des questions communes, que ces questions l'emportent ou non sur les autres questions concernant les membres individuels;
- d) que le recours collectif est le meilleur moyen de régler les questions communes;
- e) qu'il existe une personne qui est prête à être nommée représentant des demandeurs et qui:
 - (i) représenterait de façon équitable et appropriée les intérêts du groupe,
 - (ii) a produit un plan pour le recours collectif qui propose une méthode efficace de faire avancer le recours au nom du groupe et d'en aviser les membres du groupe,
 - (iii) n'a pas de conflit d'intérêts avec d'autres membres du groupe au sujet des questions communes du groupe.

(2) Si un recours collectif multiterritorial, même éventuel, a été introduit ailleurs au Canada et a le même objet que celui de l'action visée au présent article ou un objet semblable, le tribunal doit statuer s'il serait préférable ou non que tout ou partie des demandes du groupe éventuel – ou des questions communes que soulèvent ces demandes – soient tranchées dans le cadre de ce recours collectif.

(3) En vue de statuer en vertu du paragraphe (2), le tribunal :

- a) se laisse guider par les objectifs suivants :
 - (i) veiller à ce que les intérêts de toutes les parties des ressorts visés soient pris en considération,
 - (ii) veiller à l'intérêt de la justice,
 - (iii) éviter, dans la mesure du possible, le risque de jugements inconciliables,
 - (iv) promouvoir l'économie des ressources judiciaires;
- b) tient compte de tous les facteurs pertinents, notamment :
 - (i) le prétendu fondement de la responsabilité, y compris les lois applicables,
 - (ii) l'état de progrès de chaque action,
 - (iii) le plan prévu pour le recours collectif multiterritorial éventuel, y compris les chances de succès du plan, son aptitude à faire avancer l'action au nom du groupe éventuel et les ressources disponibles à cette fin,

- (iv) les endroits où se trouvent les représentants des demandeurs et les membres du groupe des différentes actions, y compris l'aptitude des représentants des demandeurs à participer aux actions et à représenter les intérêts des membres du groupe,
- (v) les endroits où se trouvent la preuve et les témoins.

2001, ch.C-12.01, art.6; 2007, ch.21, art.6.

Ordonnances en réponse à des demands de certification de recours collectifs multilatéraux

6.1(1) Le tribunal peut rendre toute ordonnance qu'il juge indiquée en réponse à une demande de certification d'un recours collectif multiterritorial, y compris :

- a) une ordonnance certifiant que l'action est un recours collectif multiterritorial, si les deux conditions suivantes sont remplies :
 - (i) les critères énumérés au paragraphe 6(1) sont remplis,
 - (ii) à la lumière des paragraphes 6(2) et 6(3), le tribunal statue que la Saskatchewan est le ressort approprié pour le recours collectif multiterritorial;
- b) une ordonnance refusant la certification, si le tribunal statue que l'action devrait être instituée comme recours collectif multiterritorial dans un autre ressort;
- c) une ordonnance refusant de certifier une fraction d'un groupe éventuel, si cette fraction compte des membres susceptibles d'être intégrés à un recours collectif pendant ou éventuel d'un autre ressort.

(2) S'il certifie qu'une action est un recours collectif multiterritorial, le tribunal peut :

- a) séparer le groupe en sous-groupes de résidents et de non-résidents;
- b) nommer un représentant des demandeurs pour chaque sous-groupe;
- c) indiquer la façon dont les membres de chaque sous-groupe peuvent se retirer de l'action et le délai imparti à cette fin.

2007, ch.21, art.7.

Demande de certification

7(1) Le tribunal peut ajourner la demande de certification afin de permettre aux parties de modifier leurs documents ou leurs plaidoiries ou d'autoriser la présentation d'éléments de preuve supplémentaires.

(2) L'ordonnance certifiant qu'une action est un recours collectif ne constitue pas une décision sur le fond de l'action.

2001, ch.C-12.01, art.7.

Certification d'un sous-groupe

8 Malgré l'article 6, s'il existe au sein du groupe un sous-groupe dont les demandes soulèvent des questions communes que ne partagent pas tous les membres du groupe de sorte que, de l'avis du tribunal, la protection des intérêts des membres du sous-groupe exige qu'ils aient un représentant distinct, le tribunal peut, en plus du représentant des demandeurs du groupe, nommer un représentant des demandeurs pour chaque sous-groupe qui:

- a) représenterait de façon équitable et appropriée les intérêts du sous-groupe;
- b) a produit un plan pour le recours collectif qui propose une méthode efficace de faire avancer le recours au nom du sous-groupe et d'en aviser les membres du sous-groupe;
- c) n'a pas de conflit d'intérêts avec d'autres membres du sous-groupe au sujet des questions communes du sous-groupe.

(2) **Abrogé.** 2007, ch.21, art.8.

2001, ch.C-12.01, art.8; 2007, ch.21, art.8.

Questions qui n'empêchent pas la certification

9 Le tribunal ne peut refuser de certifier qu'une action est un recours collectif en se fondant uniquement sur l'un ou plusieurs des motifs suivants:

- a) les mesures de redressement demandées comprennent une demande de dommages-intérêts qui exigerait, une fois les questions communes tranchées, une évaluation individuelle;
- b) les mesures de redressement demandées portent sur des contrats distincts concernant différents membres du groupe;
- c) des réparations différentes sont demandées pour différents membres du groupe;
- d) le nombre de membres du groupe ou l'identité de chaque membre du groupe n'est pas établi ou ne peut l'être;
- e) il existe au sein du groupe un sous-groupe dont les demandes soulèvent des questions communes que ne partagent pas tous les autres membres du groupe.

2001, ch.C-12.01, art.9.

Contenu de l'ordonnance de certification

10(1) L'ordonnance de certification doit:

- a) décrire le groupe à l'égard duquel l'ordonnance a été rendue en identifiant les traits caractéristiques du groupe;
- b) nommer le représentant des demandeurs du groupe;
- c) indiquer la nature des demandes présentées au nom du groupe;
- d) indiquer les mesures de redressement demandées par le groupe;
- e) énoncer les questions communes du groupe;

- f) indiquer la façon dont un membre du groupe peut se retirer du recours collectif et la date limite pour ce faire;
 - g) **Abrogé.** 2007, ch.21, art.9.
 - h) comporter tout autre élément que le tribunal estime indiqué.
- (2) S'il existe au sein du groupe un sous-groupe dont les demandes soulèvent des questions communes que ne partagent pas tous les membres du groupe de sorte que, de l'avis du tribunal, la protection des intérêts des membres du sous-groupe exige qu'ils aient un représentant distinct, l'ordonnance de certification doit comporter les mêmes renseignements sur le sous-groupe qu'exige le paragraphe (1) à l'égard du groupe.
- (3) Le tribunal peut à tout moment modifier une ordonnance de certification de sa propre initiative ou à la demande d'une partie ou d'un membre du groupe.

2001, ch.C-12.01, art.10; 2007, ch.21, art.9.

Refus de certifier

11 Le tribunal qui refuse de certifier qu'une action est un recours collectif peut autoriser la continuation de l'action sous forme d'une ou de plusieurs actions entre différentes parties et, à cette fin, peut:

- a) ordonner la jonction, la radiation ou la substitution de parties;
- b) ordonner la modification des plaidoiries;
- c) rendre toute autre ordonnance qu'il estime indiquée.

2001, ch.C-12.01, art.11.

Inobservation des conditions de certification

12(1) Sans que soit limitée la portée du paragraphe 10(3), le tribunal peut, à tout moment après qu'une ordonnance de certification a été rendue en vertu de la présente partie, modifier l'ordonnance de certification, annuler l'ordonnance certifiant le recours collectif ou rendre toute autre ordonnance qu'il estime indiquée s'il lui semble que les conditions relatives au recours collectif mentionnées à l'article 6 ou au paragraphe 8(1) n'ont pas été observées.

(2) Le tribunal qui rend une ordonnance d'annulation de l'ordonnance certifiant le recours collectif peut autoriser la continuation de l'action sous forme d'une ou de plusieurs actions entre différentes parties et peut rendre toute ordonnance mentionnée à l'article 11 relativement à chacune de ces actions.

2001, ch.C-12.01, art.12.

PARTIE III

Déroulement du recours collectif

Étapes du recours collectif

13(1) Sauf ordonnance contraire du tribunal rendue en vertu de l'article 14, dans un recours collectif:

- a) les questions communes du groupe doivent être tranchées ensemble;
- b) les questions communes d'un sous-groupe doivent être tranchées ensemble;
- c) les questions individuelles nécessitant la participation des membres du groupe à titre individuel doivent être tranchées individuellement, conformément aux articles 29 et 30.

(2) Le tribunal peut rendre un seul jugement sur les questions communes et des jugements distincts sur toute autre question.

2001, ch.C-12.01, art.13.

Ordonnance relative au déroulement de l'action

14 Le tribunal peut à tout moment rendre l'ordonnance qu'il estime indiquée concernant le déroulement du recours collectif afin de parvenir à une décision juste et expéditive et, à cette fin, imposer à une ou plusieurs parties des conditions qu'il estime indiquées.

2001, ch.C-12.01, art.14.

Suspension de toute autre action

15 Le tribunal peut, en tout temps, aux conditions qu'il estime indiquées, suspendre ou disjoindre toute action liée au recours collectif.

2001, ch.C-12.01, art.15.

Demands

16(1) Le juge qui rend une ordonnance de certification doit entendre toutes les demandes dans le recours collectif avant l'instruction des questions communes.

(2) Si le juge qui a rendu l'ordonnance de certification ne peut, pour quelque raison que ce soit, entendre une demande dans le recours collectif, le juge en chef du tribunal peut affecter un autre juge du tribunal pour entendre la demande.

(3) Le juge qui entend une demande en vertu du paragraphe (1) ou (2) peut, mais ne doit pas nécessairement, présider l'instruction des questions communes.

2001, ch.C-12.01, art.16.

Participation des membres du groupe

17 Afin de s'assurer que les intérêts du groupe ou d'un sous-groupe sont représentés de façon juste et appropriée ou pour toute autre raison, le tribunal peut, en tout temps au cours de l'action, permettre à un ou plusieurs membres du groupe de participer au recours collectif de la manière et aux conditions, notamment en matière de dépens, que le tribunal estime indiquées.

2001, ch.C-12.01, art.17.

Option de retrait

18 Un membre d'un groupe qui exerce un recours collectif peut s'en retirer de la manière et dans le délai précisés dans l'ordonnance de certification.

2007, ch.21, art.10.

Enquête préalable

19(1) Les parties à un recours collectif ont les mêmes droits à l'enquête préalable que si elles étaient partie à toute autre action.

(2) Après avoir interrogé au préalable le représentant des demandeurs ou, dans une action mentionnée à l'article 8, un ou plusieurs des représentants des demandeurs, le défendeur peut, avec l'autorisation du tribunal, interroger au préalable d'autres membres du groupe.

(3) Afin de déterminer s'il accordera à un défendeur l'autorisation d'interroger au préalable d'autres membres du groupe, le tribunal doit tenir compte des points suivants:

- a) l'étape du recours collectif et les questions à trancher à cette étape;
- b) l'existence de sous-groupes;
- c) la nécessité de l'interrogatoire préalable, compte tenu des défenses de la partie qui demande l'autorisation;
- d) la valeur pécuniaire approximative des demandes individuelles, le cas échéant;
- e) la question de savoir si l'interrogatoire préalable pourrait entraîner, pour les membres du groupe qu'une partie cherche à interroger, de l'oppression, des désagréments, un fardeau ou des dépenses injustifiés;
- f) toute autre question que le tribunal estime indiquée.

2001, ch.C-12.01, art.19.

Sanctions pour refus de se soumettre à l'interrogatoire préalable

20 Le membre du groupe qui ne se soumet pas à l'interrogatoire préalable est passible des sanctions prévues par les *Règles de la Cour du Banc du Roi*.

2001, ch.C-12.01, art.20; 2023, ch.28, art.17-13.

PARTIE IV

Avis**Avis de certification**

21(1) Le représentant des demandeurs donne aux membres du groupe un avis les informant que le recours collectif est certifié.

(2) Le tribunal peut dispenser le représentant de l'obligation de donner l'avis s'il estime que cela s'impose, compte tenu des points énumérés au paragraphe (3).

- (3) Le tribunal indique, par ordonnance, quand et selon quels modes l'avis prévu au présent article doit être donné et, à cette fin, il doit tenir compte des points suivants:
- a) le coût de l'avis;
 - b) la nature des mesures de redressement demandées;
 - c) l'importance des demandes individuelles des membres du groupe;
 - d) le nombre de membres du groupe;
 - e) l'existence de sous-groupes;
 - f) le lieu de résidence des membres du groupe;
 - g) toute autre question que le tribunal estime pertinente.
- (4) Le tribunal peut ordonner que l'avis soit donné:
- a) à personne;
 - b) par la poste;
 - c) par voie d'affichage, d'annonce publicitaire ou de publication ou par prospectus;
 - d) sous forme d'avis individuel donné à un échantillon représentatif du groupe;
 - e) selon un ou plusieurs modes que le tribunal estime indiqués.
- (5) Le tribunal peut ordonner que l'avis soit donné à différents membres du groupe selon différents modes.

2001, ch.C-12.01, art.21.

Contenu de l'avis

- 22(1)** Sauf ordonnance contraire du tribunal, l'avis prévu à la présente partie doit:
- a) décrire l'action, en indiquant notamment les nom et adresse du représentant des demandeurs et les mesures de redressement demandées;
 - b) indiquer la façon dont les membres du groupe peuvent se retirer de l'action et la date limite pour ce faire;
 - c) **Abrogé.** 2007, ch.21, art.11.
 - d) décrire toute demande reconventionnelle ou mise en cause présentée dans l'action, y compris les mesures de redressement demandées;
 - e) résumer toute entente relative aux honoraires et débours:
 - (i) entre le représentant des demandeurs et son avocat,
 - (ii) si le destinataire de l'avis est membre d'un sous-groupe, entre le représentant des demandeurs du sous-groupe et son avocat;
 - f) décrire les conséquences financières possibles de l'action pour les membres du groupe ou du sous-groupe;
 - g) indiquer que le jugement sur les questions communes du groupe, qu'il soit favorable ou non, liera tous les membres du groupe qui ne se retirent pas de l'action;

- h) indiquer que le jugement sur les questions communes du sous-groupe, qu'il soit favorable ou non, liera tous les membres du sous-groupe qui ne se retirent pas de l'action;
 - i) préciser le droit, le cas échéant, qu'a chaque membre du groupe de participer à l'action;
 - j) donner une adresse à laquelle les membres du groupe peuvent envoyer toute question concernant l'action;
 - k) donner tous les autres renseignements que le tribunal estime indiqués.
- (2) Avec l'autorisation du tribunal, l'avis prévu au présent article peut comprendre une demande de contribution adressée aux membres du groupe en vue du paiement des honoraires et débours des avocats.

2001, ch.C-12.01, art.22; 2007, ch.21, art.11.

Avis de la décision sur les questions communes

23(1) Lorsque le tribunal statue sur les questions communes en faveur du groupe et estime que la participation, à titre individuel, de membres du groupe est nécessaire pour statuer sur les questions individuelles, le tribunal, pour ce qui est de l'avis:

- a) rend une ordonnance en vertu du paragraphe 21(3);
- b) peut rendre une ordonnance en vertu des paragraphes 21(4) ou (5).

(2) Le représentant des demandeurs donne un avis aux membres visés, à titre individuel, conformément à l'ordonnance du tribunal.

2001, ch.C-12.01, art.23.

Avis de protection des intérêts des personnes concernées

24(1) Le tribunal peut, en tout temps au cours d'un recours collectif, ordonner à une partie de donner l'avis qu'il estime nécessaire à la protection des intérêts d'un membre du groupe ou d'une partie ou à la conduite équitable du recours collectif.

(2) Les paragraphes 21(3) à (5) s'appliquent aux avis donnés en vertu du paragraphe (1).

2001, ch.C-12.01, art.24.

Approbaton de l'avis par le tribunal

25(1) L'avis prévu à la présente partie doit être approuvé par le tribunal avant d'être donné.

(2) Le tribunal peut ordonner à une partie de donner l'avis qui doit être donné par une autre partie en conformité avec la présente loi.

2001, ch.C-12.01, art.25.

Coût de l'avis

26(1) Le tribunal peut rendre toute ordonnance qu'il estime indiquée quant au coût des avis prévus à la présente partie, y compris une ordonnance le répartissant entre les parties.

(2) Le tribunal qui rend une ordonnance en vertu du paragraphe (1) peut tenir compte des intérêts différents d'un sous-groupe.

2001, ch.C-12.01, art.26.

PARTIE V**Ordonnances, dommages-intérêts et procédures y afférentes****Contenu de l'ordonnance relative aux questions communes**

27 L'ordonnance concernant un jugement relatif aux questions communes d'un groupe ou d'un sous-groupe doit:

- a) énoncer les questions communes;
- b) nommer ou décrire, dans la mesure du possible, les membres du groupe ou du sous-groupe;
- c) exposer la nature des demandes présentées au nom du groupe ou du sous-groupe;
- d) préciser les mesures de redressement accordées.

2001, ch.C-12.01, art.27.

Effet contraignant du jugement relatif aux questions communes

28(1) Le jugement relatif aux questions communes d'un groupe ou d'un sous-groupe lie chaque membre du groupe ou du sous-groupe, selon le cas, qui ne s'est pas retiré du recours collectif, mais seulement dans la mesure où le jugement statue sur les questions communes qui:

- a) sont énoncées dans l'ordonnance de certification;
- b) se rapportent aux demandes décrites dans l'ordonnance de certification;
- c) se rapportent aux mesures de redressement demandées par le groupe ou le sous-groupe et énoncées dans l'ordonnance de certification.

(2) Le jugement relatif aux questions communes d'un groupe ou d'un sous-groupe ne lie pas une partie au recours collectif dans toute action ultérieure entre cette partie et une personne qui s'est retirée du recours collectif.

2001, ch.C-12.01, art.28.

Questions individuelles

29(1) Si le tribunal statue sur les questions communes en faveur d'un groupe ou d'un sous-groupe et estime qu'il y a des questions, à l'exception de celles qui peuvent être tranchées sous le régime de l'article 35, qui ne visent que certains membres du groupe ou du sous-groupe, à titre individuel, le tribunal peut:

- a) trancher ces questions individuelles dans d'autres audiences présidées par le juge qui a statué sur les questions communes ou par un autre juge du tribunal;
- b) charger une ou plusieurs personnes, y compris un ou plusieurs experts indépendants, d'enquêter sur les questions individuelles conformément aux *Règles de la Cour du Banc du Roi* et de présenter un rapport au tribunal;
- c) avec le consentement des parties, ordonner que les questions individuelles soient tranchées d'une autre façon.

(2) Le tribunal peut donner les directives nécessaires en matière de procédure à suivre pour le déroulement des audiences et des enquêtes et la prise de décisions en vertu du paragraphe (1).

(3) Le tribunal qui donne des directives en vertu du paragraphe (2) choisit le mode de décision des questions individuelles le moins onéreux et le plus expéditif qui rend justice aux membres du groupe et du sous-groupe et aux parties et, à cette fin, le tribunal peut:

- a) passer outre à une mesure procédurale qu'il estime inutile;
- b) autoriser des mesures procédurales particulières, notamment en matière d'interrogatoire préalable, et des règles particulières, notamment en matière d'admission de la preuve et des moyens de preuve, qu'il estime indiquées.

(4) Le tribunal doit, au sujet des questions individuelles, fixer un délai raisonnable pour l'introduction des demandes individuelles par les membres du groupe ou du sous-groupe sous le régime du présent article.

(5) Le membre du groupe ou du sous-groupe qui omet de présenter sa demande dans le délai fixé au paragraphe (4) ne peut présenter une demande portant sur les questions qui le concernent uniquement, sous le régime du présent article, qu'avec l'autorisation du tribunal.

(6) Le tribunal peut accorder l'autorisation prévue au paragraphe (5) s'il est convaincu:

- a) qu'il existe des motifs apparents d'accorder la mesure de redressement;
- b) que le retard n'est pas dû à une faute de la personne sollicitant la mesure de redressement;
- c) que le défendeur ne subirait pas un préjudice grave si l'autorisation était accordée.

(7) Sauf ordonnance contraire du tribunal qui donne des directives en vertu de l'alinéa (1)c), la décision rendue conformément à cet alinéa est réputée être une ordonnance du tribunal.

Évaluation individuelle de la responsabilité

30 Si, après avoir statué sur les questions communes en faveur d'un groupe ou d'un sous-groupe, le tribunal décide que la responsabilité du défendeur envers les membres individuels du groupe ne peut pas être raisonnablement établie sans que ces membres aient à en faire la preuve individuellement, l'article 29 s'applique pour établir la responsabilité du défendeur envers ces membres du groupe.

2001, ch.C-12.01, art.30.

Montant global des mesures de redressement pécuniaire

31(1) Le tribunal peut rendre une ordonnance établissant le montant global des dommages-intérêts correspondant à tout ou partie de la responsabilité du défendeur envers les membres du groupe et rendre un jugement en conséquence, si:

- a) les mesures de redressement pécuniaire sont demandées au nom de certains membres ou de tous les membres du groupe;
 - b) seules les questions de fait ou de droit se rapportant à l'évaluation des mesures de redressement pécuniaire restent à décider afin d'établir le montant correspondant à la responsabilité pécuniaire du défendeur;
 - c) tout ou partie de la responsabilité du défendeur envers certains membres ou tous les membres du groupe peut raisonnablement être établie sans que des membres du groupe aient à en faire la preuve individuellement.
- (2) Avant de rendre l'ordonnance prévue au paragraphe (1), le tribunal doit fournir au défendeur l'occasion de lui faire des observations concernant toute question touchant l'ordonnance proposée, notamment:
- a) pour contester le fond ou le montant des dommages-intérêts adjugés en vertu du paragraphe (1);
 - b) sur la nécessité d'une preuve individuelle des mesures de redressement pécuniaire compte tenu de la nature individuelle de ces mesures.

2001, ch.C-12.01, art.31.

Admissibilité des données statistiques

32(1) Afin de statuer sur les questions qui ont trait à la valeur ou à la répartition du montant global des dommages-intérêts adjugés en vertu de la présente loi, le tribunal peut admettre en preuve des données statistiques qui ne seraient pas autrement admissibles en preuve, notamment des données obtenues par échantillonnage, si elles ont été compilées conformément aux principes généralement reconnus par les experts en statistiques.

(2) Le document qui montre des données statistiques qui se présentent comme étant élaborées ou publiées sous l'autorité d'un texte du Parlement du Canada ou d'une législature provinciale ou territoriale peut être admis en preuve sans qu'il soit nécessaire de faire la preuve de son authenticité.

(3) Sauf disposition contraire des autres dispositions du présent article, le droit et la pratique relatifs à la preuve présentée par un expert dans une action s'appliquent au recours collectif.

(4) Sauf pour les données visées au paragraphe 33(2), la partie contre laquelle une autre partie cherche à produire des données statistiques en vertu du présent article peut, aux fins d'examen, demander à la partie qui cherche à produire ces données de produire tout document qui a été préparé ou utilisé au cours de l'élaboration des données, à moins que le document ne divulgue l'identité de personnes qui, dans le cadre d'une enquête, n'ont pas consenti par écrit à la divulgation.

2001, ch.C-12.01, art.32.

Avis requis

33(1) Les données statistiques ne doivent être admises en preuve en vertu de l'article 32 que si la partie qui cherche à les produire:

- a) a donné à la partie contre laquelle elle entend les utiliser une copie des données au moins 60 jours avant leur production à titre de preuve;
- b) s'est conformée aux paragraphes (2) et (3);
- c) fait produire la preuve par un expert qui reste disponible pour contre-interrogatoire au sujet de cette preuve.

(2) L'avis prévu au présent article doit préciser la source des données statistiques qu'une partie cherche à produire et qui:

- a) ont été élaborées ou publiées sous l'autorité d'un texte du Parlement du Canada ou d'une législature provinciale ou territoriale;
- b) proviennent de cours du marché, de tableaux, de listes, de répertoires ou d'autres recueils que le grand public consulte couramment et considère comme fiables;
- c) proviennent de documents de référence que les membres d'un groupe professionnel consultent couramment et considèrent comme fiables.

(3) Sauf pour les données visées au paragraphe (2), l'avis prévu au présent article doit:

- a) préciser les nom et qualifications professionnelles de chaque personne qui a surveillé l'élaboration des données statistiques qu'une partie cherche à produire;
- b) décrire tout document préparé ou utilisé au cours de l'élaboration des données statistiques qu'une partie cherche à produire.

2001, ch.C-12.01, art.33.

Part du montant global

34(1) Le tribunal qui rend une ordonnance en vertu de l'article 31 peut ordonner que tout ou partie du montant global des dommages-intérêts soit affectée de façon que certains membres ou tous les membres individuels du groupe ou du sous-groupe se partagent le montant adjugé selon la règle de la moyenne ou selon celle de la proportionnalité:

- a) s'il serait peu pratique ou inefficace:
 - (i) soit d'identifier les membres du groupe ou du sous-groupe qui ont droit à une part des dommages-intérêts adjugés,
 - (ii) soit d'établir le montant exact des parts qui devraient être affectées aux membres du groupe ou du sous-groupe à titre individuel;

- b) si le défaut de rendre l'ordonnance prévue au présent paragraphe priverait de nombreux membres du groupe ou du sous-groupe du recouvrement.
- (2) Si une ordonnance est rendue en vertu du paragraphe (1), tout membre du groupe ou du sous-groupe à l'égard duquel l'ordonnance a été rendue peut, dans le délai imparti dans l'ordonnance, demander au tribunal d'être exclu du projet de répartition et d'avoir l'occasion de prouver sa demande sur une base individuelle.
- (3) Afin de décider s'il doit exclure un membre du groupe ou du sous-groupe d'une répartition selon la règle de la moyenne ou selon celle de la proportionnalité, le tribunal doit examiner:
- a) l'écart entre la demande individuelle d'un membre du groupe ou du sous-groupe et la part moyenne ou proportionnelle de chaque membre du groupe ou du sous-groupe;
 - b) le nombre de membres du groupe ou du sous-groupe qui cherchent à être exclus de la répartition selon la règle de la moyenne ou selon celle de la proportionnalité;
 - c) si l'exclusion des membres du groupe ou du sous-groupe visés à l'alinéa b) ne réduirait pas déraisonnablement le montant à répartir selon la règle de la moyenne ou selon celle de la proportionnalité.
- (4) Le montant recouvré par un membre du groupe ou du sous-groupe qui prouve sa demande à titre individuel doit être déduit du montant à répartir selon la règle de la moyenne ou selon celle de la proportionnalité avant la répartition.

2001, ch.C-12.01, art.34.

Part individuelle du montant global

- 35(1)** Le tribunal qui ordonne que tout ou partie du montant global des dommages-intérêts adjugés en vertu du paragraphe 31(1) soit réparti entre les membres individuels du groupe ou du sous-groupe sur une base individuelle décide en même temps s'il est nécessaire de présenter des demandes individuelles pour que l'ordonnance porte ses effets.
- (2) Le tribunal doit, s'il décide, en vertu du paragraphe (1), qu'il est nécessaire de présenter des demandes individuelles, préciser la procédure à suivre pour statuer sur les demandes.
- (3) En précisant la procédure à suivre, le tribunal:
- a) rend la tâche des membres du groupe ou du sous-groupe aussi facile que possible et peut, le cas échéant, autoriser:
 - (i) l'emploi de formules types de preuve des demandes,
 - (ii) la présentation de la preuve par affidavit ou d'autres éléments de preuve documentaire,
 - (iii) la vérification des demandes, notamment par échantillonnage;
 - b) fixer un délai raisonnable pour la présentation des demandes individuelles des membres du groupe ou du sous-groupe conformément au présent article.

(4) Le membre du groupe ou du sous-groupe qui omet de présenter une demande dans le délai fixé à l'alinéa (3)b) ne peut la présenter par la suite sous le régime du présent article qu'avec l'autorisation du tribunal.

(5) Le paragraphe 29(6) s'applique à la décision d'accorder ou non l'autorisation visée au paragraphe (4).

(6) Le tribunal peut, s'il l'estime indiqué, modifier un jugement rendu en vertu du paragraphe 31(1) pour faire droit à une demande présentée sur autorisation donnée en vertu du paragraphe (4).

2001, ch.C-12.01, art.35.

Répartition

36(1) Le tribunal peut ordonner que les dommages-intérêts adjugés en vertu de la présente partie soient répartis de la façon qu'il estime indiquée.

(2) En donnant les directives visées au paragraphe (1), le tribunal peut ordonner:

a) au défendeur de répartir directement aux membres du groupe ou du sous-groupe le montant des mesures de redressement pécuniaire auquel a droit chaque membre du groupe ou du sous-groupe de la façon autorisée par le tribunal, y compris sous forme de réduction ou de crédit;

b) au défendeur de consigner au tribunal ou auprès d'un autre dépositaire approprié le total du montant correspondant à la responsabilité du défendeur envers les membres du groupe ou du sous-groupe jusqu'à nouvelle ordonnance du tribunal;

c) à toute personne autre que le défendeur de répartir directement à chaque membre du groupe ou du sous-groupe, de la façon autorisée par le tribunal, le montant des mesures de redressement pécuniaire auquel le membre a droit.

(3) Le tribunal qui décide s'il y a lieu de rendre une ordonnance prévue à l'alinéa (2)a):

a) examine si la façon la plus pratique de répartir les dommages-intérêts adjugés est de confier cette tâche au défendeur;

b) peut tenir compte de la possibilité de déterminer, d'après les dossiers du défendeur, le montant des mesures de redressement pécuniaire auquel chaque membre du groupe ou du sous-groupe a droit.

(4) Le tribunal surveille l'exécution des jugements et la répartition des dommages-intérêts adjugés en vertu de la présente partie et peut suspendre tout ou partie de l'exécution ou de la répartition pendant une période raisonnable aux conditions qu'il estime indiquées.

(5) Le tribunal peut ordonner que des dommages-intérêts adjugés en vertu de la présente partie soient payés, selon le cas:

a) en une somme globale, sans délai ou dans le délai imparti par le tribunal;

b) en plusieurs versements, aux conditions que le tribunal estime indiquées.

- (6) Le tribunal peut:
- a) ordonner que les frais de répartition des dommages-intérêts adjugés en vertu de la présente partie, y compris les frais entraînés par l'avis relatif à la répartition et la rémunération de la personne chargée de la répartition, soient prélevés sur le produit du jugement;
 - b) rendre toute autre ordonnance qu'il estime indiquée.

2001, ch.C-12.01, art.36.

Dommages-intérêts non répartis

37(1) Le tribunal peut ordonner que tout ou partie des dommages-intérêts adjugés en vertu de la présente partie qui n'a pas été réparti dans le délai qu'il a fixé soit affecté d'une façon dont il est raisonnable de s'attendre qu'il profite aux membres du groupe ou du sous-groupe, même si l'ordonnance ne prévoit pas de mesures de redressement pécuniaire en leur faveur à titre individuel.

(2) Le tribunal qui décide, s'il y a lieu, de rendre une ordonnance en vertu du paragraphe (1), examine:

- a) si la répartition entraînerait des avantages déraisonnables aux personnes qui ne sont pas membres du groupe ou du sous-groupe;
- b) toute autre question que le tribunal estime pertinente.

(3) Le tribunal peut rendre l'ordonnance prévue au paragraphe (1) peu importe que les membres du groupe ou du sous-groupe soient identifiables ou non ou que la part de chacun d'eux puisse être établie exactement ou non.

(4) Le tribunal peut rendre l'ordonnance prévue au paragraphe (1) même si elle profiterait à des personnes:

- a) qui ne sont pas membres du groupe ou du sous-groupe;
- b) qui pourraient autrement recevoir des mesures de redressement pécuniaire provenant du recours collectif.

(5) Si une partie des dommages-intérêts adjugés qui, en vertu du paragraphe 35(1), doit être répartie entre les membres du groupe ou du sous-groupe à titre individuel n'est pas réclamée ni autrement répartie à l'expiration du délai fixé par le tribunal, celui-ci peut ordonner que cette partie des dommages-intérêts soit:

- a) affectée aux dépens du recours collectif;
- b) versée à la Couronne du chef de la Saskatchewan;
- c) rendue à la partie contre laquelle le jugement a été rendu.

2001, ch.C-12.01, art.37.

PARTIE VI
Fin des recours collectifs et appels

Règlement, désistement, abandon et rejet

38(1) Le recours collectif ne peut faire l'objet d'un règlement, d'un désistement ou d'un abandon:

- a) qu'avec l'approbation du tribunal;
 - b) qu'aux conditions que le tribunal estime indiquées.
- (2) Il ne peut y avoir règlement de questions communes concernant un sous-groupe:
- a) qu'avec l'approbation du tribunal;
 - b) qu'aux conditions que le tribunal estime indiquées.
- (3) Le règlement conclu en vertu du présent article ne lie les parties que s'il est approuvé par le tribunal.
- (4) Le règlement d'un recours collectif ou des questions communes concernant un sous-groupe qui est approuvé par le tribunal lie tous les membres du groupe ou du sous-groupe qui ne se sont pas retirés du recours collectif, mais seulement dans la mesure prévue par le tribunal.
- (5) Le tribunal qui rejette un recours collectif ou approuve un règlement, un désistement ou un abandon examine s'il y a lieu de donner un avis conformément à l'article 22 et si l'avis devrait comprendre:
- a) le compte rendu du déroulement de l'action;
 - b) l'exposé du résultat de l'action;
 - c) la description de tout plan de répartition des sommes faisant l'objet du règlement.

2001, ch.C-12.01, art.38.

Appels

39(1) Toute partie peut, sans autorisation, interjeter appel à la Cour d'appel:

- a) soit d'un jugement relatif aux questions communes;
 - b) soit d'une ordonnance rendue en vertu des articles 31 à 37, à l'exception d'une ordonnance statuant sur les demandes individuelles présentées par les membres du groupe ou du sous-groupe.
- (2) Avec l'autorisation d'un juge de la Cour d'appel, un membre du groupe ou du sous-groupe, le représentant des demandeurs ou un défendeur peut interjeter appel à la Cour d'appel de toute ordonnance qui, selon le cas:
- a) statue sur une demande individuelle d'un membre du groupe ou du sous-groupe;
 - b) rejette une demande individuelle de mesures de redressement pécuniaire présentée par un membre du groupe ou du sous-groupe.

(3) Avec l'autorisation d'un juge de la Cour d'appel, toute partie peut interjeter appel à la Cour d'appel:

- a) soit d'une ordonnance certifiant ou refusant de certifier qu'une action est un recours collectif;
- b) soit d'une ordonnance d'annulation de l'ordonnance certifiant le recours collectif.

(4) Si le représentant des demandeurs n'interjette pas appel ou ne demande pas l'autorisation d'interjeter appel en vertu du paragraphe (1) ou (3) dans le délai d'appel prévu par l'article 9 de la *Loi de 2000 sur la Cour d'appel* ou si le représentant des demandeurs se désiste de l'appel prévu au paragraphe (1) ou (3), tout membre du groupe ou du sous-groupe pour lequel un représentant des demandeurs avait été nommé peut demander à un juge de la Cour d'appel l'autorisation d'agir comme représentant des demandeurs pour l'application du paragraphe (1) ou (3).

(5) La demande présentée par un membre du groupe ou du sous-groupe sollicitant l'autorisation d'agir comme représentant des demandeurs sous le régime du paragraphe (4) doit être introduite dans les 30 jours qui suivent l'expiration du délai d'appel dont dispose le représentant des demandeurs ou dans tout autre délai imparti par le juge.

2001, ch.C-12.01, art.39.

PARTIE VII

Dépens, honoraires et débours

Dépens

40(1) Le tribunal ou la Cour d'appel peut adjuger les dépens qu'il estime indiqués relativement à une demande, à une action ou à un appel régi par la présente loi.

(2) En tranchant sur l'opportunité d'adjuger des dépens en vertu du paragraphe (1), le tribunal ou la Cour d'appel peut tenir compte d'un ou plusieurs des facteurs suivants :

- a) l'intérêt public;
- b) la nouveauté d'un point de droit;
- c) le fait que l'action constituait une cause type;
- d) l'accès à la justice pour les particuliers qui exercent des recours collectifs;
- e) tout autre facteur que le tribunal ou la Cour d'appel estime indiqué.

(3) Les membres du groupe, à l'exception de la personne nommée représentant des demandeurs du groupe, ne sont pas redevables des dépens, sauf à l'égard de leur propre demande individuelle.

(4) Le présent article régit les instances introduites et les frais de justice supportés avant, pendant ou après son entrée en vigueur.

2015, ch.4, art.2.

Ententes relatives aux honoraires et aux débours

41(1) L'entente relative aux honoraires et aux débours entre l'avocat et le représentant des demandeurs doit être écrite et doit:

- a) indiquer les modalités de paiement des honoraires et des débours;
 - b) donner une estimation des honoraires prévus, qu'ils soient subordonnés à l'issue favorable du recours collectif ou non;
 - c) indiquer le mode de paiement choisi, notamment sous forme de somme globale.
- (2) L'entente relative aux honoraires et aux débours conclue entre l'avocat et le représentant des demandeurs n'est exécutoire qu'avec l'approbation du tribunal saisi d'une demande de l'avocat à cet effet.
- (3) La demande visée au paragraphe (2) peut:
- a) soit être introduite sans avis aux défendeurs, sauf ordonnance contraire du tribunal;
 - b) soit, si l'avis aux défendeurs est nécessaire, être introduite aux conditions que le tribunal peut imposer relativement à la divulgation totale ou partielle de l'entente relative aux honoraires et aux débours.
- (4) Les sommes dues aux termes d'une entente exécutoire constituent une charge de premier rang grevant les sommes faisant l'objet du règlement ou les dommages-intérêts adjugés.
- (5) Le tribunal peut, s'il n'approuve pas l'entente:
- a) fixer les sommes dues à l'avocat à titre d'honoraires et de débours;
 - b) ordonner une enquête, une évaluation ou une reddition de comptes conformément aux *Règles de la Cour du Banc du Roi* afin de fixer les sommes dues;
 - c) ordonner que les sommes dues soient fixées d'une autre façon.

2001, ch.C-12.01, art.41; 2023, ch 28, art.17-13.

Intérêt

42(1) L'intérêt payable sur les honoraires aux termes d'une entente approuvée en vertu de l'article 41 doit être calculé de la manière indiquée dans l'entente ou, à défaut de toute indication:

- a) au taux d'intérêt au sens de la loi intitulée *The Pre-judgment Interest Act*;
- b) à tout autre taux que le tribunal estime indiqué.

(2) L'intérêt payable sur les débours aux termes d'une entente approuvée en vertu de l'article 41 doit être calculé de la manière indiquée dans l'entente ou, à défaut de toute indication:

- a) au taux d'intérêt au sens de la loi intitulée *The Pre-judgment Interest Act*;
- b) à tout autre taux que le tribunal estime indiqué, sur le solde des débours accumulés à la fin de chaque semestre suivant la date de l'entente.

2001, ch.C-12.01, art.42.

PARTIE VIII Dispositions générales

Délais de prescription

43(1) Le délai de prescription applicable à une cause d'action formulée dans une action:

- a) est suspendu en faveur d'une personne si une autre action a été introduite et qu'il était raisonnable pour cette personne de présumer qu'elle était membre du groupe aux fins de cette autre action;
- b) reprend son cours contre cette personne lorsque les alinéas (2)a) à g) lui sont applicables comme si elle était le membre visé au paragraphe (2).

(2) Le délai de prescription applicable à une cause d'action formulée dans une action certifiée comme recours collectif est suspendu en faveur d'un membre du groupe à l'introduction du recours collectif et reprend son cours contre le membre du groupe si, selon le cas:

- a) le membre se retire du recours collectif;
- b) un jugement du tribunal entraîne son exclusion du recours collectif ou décide qu'il n'a jamais été membre du groupe;
- c) l'ordonnance de certification est modifiée de telle façon qu'elle entraîne l'exclusion du membre du recours collectif;
- d) une ordonnance annulant l'ordonnance certifiant le recours collectif est rendue en vertu de l'article 12;
- e) le recours collectif est rejeté sans décision sur le fond;
- f) il y a désistement du recours collectif avec approbation du tribunal;
- g) le recours collectif est réglé avec l'approbation du tribunal, sauf indication contraire du règlement.

(3) S'il existe un droit d'appel relativement aux cas décrits aux alinéas (2)a) à g), le délai de prescription reprend son cours dès l'expiration du délai d'appel si aucun appel n'a été interjeté, ou dès que l'appel a été définitivement réglé.

2001, ch.C-12.01, art.43.

Règles de procédure

44 Les *Règles de la Cour du Banc du Roi* s'appliquent aux recours collectifs dans la mesure où elles ne sont pas incompatibles à la présente loi.

2001, ch.C-12.01, art.44; 2023, ch28, art.17-13.

Règlements

45 Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement:

- a) définir, élargir ou restreindre le sens des termes utilisés dans la présente loi sans y être définis;
- b) régir l'utilisation de données statistiques pour prouver la responsabilité;
- c) prendre toute autre mesure réglementaire requise ou permise par une disposition de la présente loi;
- d) prendre toute autre mesure réglementaire que le lieutenant-gouverneur en conseil considère nécessaire pour l'application de la présente loi.

2001, ch.C-12.01, art.45.

Entrée en vigueur

46 La présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 2002.

2001, ch.C-12.01, art.46.